

*Initiatives ministérielles*

Canada fait partie du marché mondial. Ils feignent également d'ignorer que Petro-Canada a surtout besoin d'une source fiable de nouveaux capitaux.

Je veux être très clair sur ce point. Le fait que le gouvernement soit propriétaire de Petro-Canada n'ajoute pas une seule goutte de pétrole à la production canadienne.

Cela n'influe pas non plus sur le prix de l'essence que les Canadiens paient à la station-service.

Avant d'en arriver à cette décision, le gouvernement a mûrement analysé le mandat original de Petro-Canada. Bien que certains députés de l'opposition veuillent peut-être faire fi de la réalité et faire passer leur idéologie avant le bon sens, le gouvernement se doit de faire ce qu'il faut pour le peuple canadien et pour Petro-Canada.

Le gouvernement n'est pas le seul à vouloir que les Canadiens détiennent des actions de cette importante entreprise nationale.

La société et ses employés le souhaitent, car la privatisation donnera à cette dernière un accès au capital, chose que l'actionnaire actuel, le gouvernement du Canada, ne peut offrir.

Ils reconnaissent que la propriété directe de Petro-Canada par des Canadiens renforcera la société et améliorera ses possibilités de croissance.

Laissez-moi maintenant vous parler du projet de loi. L'objectif de ce projet de loi vise avant tout à donner à Petro-Canada, grâce à une participation directe publique des Canadiens, la souplesse financière nécessaire qui lui permettra de poursuivre son travail d'exploration et de mise en valeur des réserves canadiennes d'énergie. Deuxièmement, à offrir aux Canadiens la possibilité de participer directement à la croissance future de cette grande entreprise nationale.

Tout au long de l'histoire du Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux ont fait appel à diverses méthodes pour répondre aux objectifs nationaux de l'heure. Ces mesures ont été ajustées aux réalités économiques de la nation.

Parfois, les gouvernements créaient des sociétés d'État lorsqu'ils jugeaient que c'était le meilleur moyen d'atteindre les objectifs nationaux. D'autres fois, ils préféreraient ne pas intervenir sur le marché en injectant l'argent des contribuables, mais plutôt en réglementant les

activités du secteur privé. En d'autres circonstances, on a utilisé des stimulants fiscaux ou des subventions pour encourager le secteur privé à prendre des initiatives que l'on souhaitait. À d'autres moments, nous avons sagement décidé de rester à l'écart et de compter sur les forces concurrentielles du marché pour obtenir les meilleurs résultats, tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

Bref, les Canadiens ont toujours fait preuve de pragmatisme lorsque venait le moment de choisir la façon d'administrer l'économie du pays. Nous avons fait appel à l'intervention gouvernementale lorsque la chose était nécessaire; mais le peuple canadien se concentrait davantage sur la fin que sur les moyens.

Dans le cas de Petro-Canada, c'est la contribution à la santé de l'industrie énergétique canadienne qui constitue la fin. Mais comme l'a déclaré le président du conseil d'administration et directeur général de Petro-Canada, la société ne saurait mettre en valeur les réserves énergétiques du Canada et assurer la commercialisation de produits pétroliers sans accroître sa dette à des niveaux dangereux si elle ne dispose de fonds supplémentaires pour consolider sa base de capital.

Sans de nouveaux fonds, Petro-Canada ne pourra pas vraiment jouer le rôle pour lequel elle a été créée. Notre décision de privatiser Petro-Canada est donc une solution pratique et sensée qui profitera à Petro-Canada ainsi qu'au contribuable canadien.

En mettant des actions de Petro-Canada sur le marché public, nous offrons à chaque Canadien la possibilité d'acquérir une partie de cette grande société pétrolière et de partager son avenir. Peut-être plus important encore, nous assurons par la même occasion à Petro-Canada de nouveaux capitaux qu'elle ne pourrait se procurer autrement. Je crois que, une fois privatisée et avec la participation des Canadiens, Petro-Canada sera une source de fierté nationale encore plus grande.

Nombreuses sont les personnes qui, comme le gouvernement, ne croient plus qu'il soit nécessaire que l'État continue d'être propriétaire de Petro-Canada pour atteindre un objectif national. La direction et les employés de Petro-Canada partagent la même opinion. Et c'est également le point de vue du Conseil économique du Canada que l'opposition a tendance à citer, ces derniers jours, et qui a étudié la question dans un rapport intitulé